



La micro finance est devenue un enjeu du développement, un outil à la fois indispensable et incontournable dans la lutte contre la pauvreté

dans le monde.

Fortement diffusée dans les pays en développement dans les années 70, la micro finance doit encore et toujours relever le défi qui consiste à *apporter et adapter les services financiers aux populations vulnérables du tiers-monde.*

Mais la micro finance suffit-elle à elle seule comme un véritable révélateur et levier de changements attendus des centaines de millions de personnes vivant dans le dénuement total ? L'année 2005 qui était consacrée année du micro crédit par les Nations-Unies a vécu. Et c'est le moment de faire le bilan des actions et réalisations, de mesurer l'impact et les enjeux et de lancer des perspectives dans le secteur. Bonne lecture !

Moustapha Guèye
Coordinateur Général
AQUADEV West Africa

[AD FINANCE]

Année du micro crédit : bilan chiffré dans l'espace UEMOA



International Year of
Microcredit 2005



« Depuis 1993, date de la mise en œuvre d'une réglementation spécifique, le nombre d'institutions de micro finance officiellement recensées a fortement progressé pour se situer à **642** tandis que celui des points de services, repartis aussi bien en milieu rural qu'urbain, s'élève à près de **3.000**. Il est également intéressant de noter que moins de **350 000** personnes bénéficiaient des services offerts par ces institutions. Grâce aux efforts conjugués de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest, des États, des partenaires au développement et des institutions de micro finance, ce nombre a été multiplié par plus de 17 pour se situer à près de **6 millions**. Le volume d'intermédiation financière réalisé

par les institutions de micro finance s'établit, à fin décembre 2004, à **248 milliards** CFA pour la collecte des dépôts et à **258 milliards** CFA pour l'octroi des crédits. Dix ans plus tôt, ces données ressortaient respectivement à **13 milliards** et **18 milliards** CFA. Selon les statistiques de la Banque Mondiale, **80%** des populations des pays en développement sont exclus du bénéfice des services financiers. Dans l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine, **12%** de la population active ont accès à des services financiers offerts par les Systèmes Financiers Décentralisés contre **3%** pour les banques classiques, soit un total de **15%**. Le véritable chantier est là : ouvrir à des millions de familles et d'opérateurs économiques en Afrique et dans la sous-région, les portes de la prospérité ».

Source : Allocution de Mr Charles Konan BANNY, Gouverneur de la BCEAO, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du séminaire de haut niveau sur "Les enjeux et perspectives du micro crédit en Afrique" Cotonou, le 8 avril 2005.

La rédaction d'AdNews

SOMMAIRE

Éditorial

AD Finance

- Année du microcrédit : bilan chiffré dans l'espace UEMOA 1
- Enjeu du Système d'Information et de Gestion : un bien collectif 1-2
- Pour la professionnalisation du secteur de la microfinance par l'amélioration des conditions de travail du personnel gérant IMF 2
- Présentation de la Banque Régionale de Solidarité au Sénégal 3
- Pour la mise en place d'un fonds de calamités naturelles 3

Rencontre Nord-Sud

- Séminaire international sur le financement des Collectivités locales en mars 2006 3

Vie interne d'AQUADEV

- Naissance à ADFinance-Niger 3
- Poétiquement vôtre 4

BREVES

4

[AD FINANCE]

Enjeu du Système d'Information et de Gestion (SIG), un bien collectif



L'évolution du secteur de la micro finance combinée au respect de la réglementation et des exigences de transparence financière incitent

les IMF à vouloir se doter de systèmes d'information fiables et capables de les accompagner dans leur développement.

1- Définition du SIG

Un système d'information et de gestion peut être défini comme « Une série de procédures et d'actions effectuées pour saisir des données brutes, les transformer en information utilisable et transmettre cette information aux utilisateurs sous une forme adaptée à leurs besoins ».

2- Intérêt du SIG pour l'IMF

L'informatisation introduit à l'évidence

des améliorations majeures dans le traitement et la diffusion de l'information tant en termes de fiabilité que de rapidité. Toute chose égale par ailleurs, l'informatisation implique deux avantages fondamentaux pour une IMF :

- l'amélioration de la productivité
- la production d'une nouvelle richesse d'information utile pour la gestion.

3- Intérêt du SIG pour les acteurs du secteur de la micro finance

La définition du SIG met en exergue le cycle de vie d'une information : la collecte, la transformation et la diffusion. La dernière étape de la diffusion concerne les utilisateurs de l'information finale. En sus des responsables de l'IMF pour des raisons de gestion, l'information finale produite par le SIG est aussi utilisée par les acteurs du secteur :

L'autorité politique (l'État) :

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

L'Etat, à travers la Cellule d'Assistance Technique aux Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit (Cellule AT/CPEC), la tutelle des IMF, a un rôle de contrôle et de supervision.



L'importance du SIG pour l'Etat (à travers la Cellule AT/CPEC) se situe à un triple niveau :

- l'exploitation des états financiers annuels des IMF ;
- la mission de contrôle du fonctionnement des IMF ;
- la formulation des politiques et recommandations pour le secteur de la microfinance.

L'autorité monétaire (la BCEAO) :

Par rapport à sa fonction de gestion du système monétaire, bancaire et financier au plan macro économique, la BCEAO doit détenir des informations sur les IMF en ce qui concerne leurs encours d'épargne et de crédit. Ce qui implique donc un bon système d'information et de gestion qui permet à la banque :

- d'alimenter la base de données ;
- de contrôler efficacement les agrégats monétaires ;
- de mettre en place une centrale des risques et d'im-payés ;
- de mettre en place un observatoire de la micro finance ;
- de mesurer efficacement la couverture géographique des services financiers décentralisés.

Les bailleurs de fonds :

La logique d'intervention des bailleurs répond le plus souvent à un certain nombre de critères :

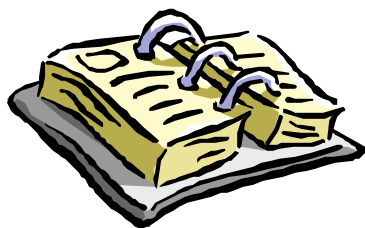
- viabilité sociale, financière et institutionnelle ;
- approche genre ;
- approche sectorielle : les bailleurs de fonds veulent appuyer un secteur bien défini de l'économie (agriculture, élevage, artisanat, etc).

4- Théorie économique sur bien collectif et SIG

Nous constatons que le SIG produit des externalités positives au profit du secteur à travers l'utilisation de l'information. De ce point de vue, le SIG constitue un « bien collectif ». La théorie économique définit un bien collectif comme « un bien qui n'est pas en général acquis sur le marché. Il est produit et mis à la disposition de la collectivité par l'État en général ».

5- Proposition

Par analogie, la caractéristique collective du SIG implique que les acteurs du secteur (les utilisateurs de l'information produite) doivent



« payer un impôt » relatif à l'information. Cette implication suppose que les autorités politiques et monétaires et les bailleurs de fonds doivent mettre en place des stratégies de finan-

cement de l'informatisation des IMF. Ces stratégies sont d'autant plus pertinentes que la majeure partie des IMF n'ont pas les moyens de supporter le coût d'une informatisation. Une proposition de stratégie pourrait être la création d'un fonds d'appui à l'informatisation alimenté par les différents acteurs du secteur. Dans une logique prioritaire, on pourrait demander à tous les bailleurs de fonds qui veulent investir le secteur de participer au financement de ce fonds à hauteur d'un pourcentage de leur budget d'intervention.

Mansa Oualy
Coordinateur National Microfinance
ADFinance –Sénégal
AQUADEV West Africa

[AD FINANCE]

Pour la professionnalisation du secteur de la microfinance par l'amélioration des conditions de travail du personnel gérant des IMF

Les Nations-Unies ont décrété l'année 2005, année du micro



crédit. C'est donc le moment de faire le bilan des réalisations au Sénégal. Ainsi, nous dirions que dans son ensemble, la micro finance a fait, ailleurs comme au Sénégal, plusieurs réalisations. Parmi toutes celles-ci, la

plus grande aura été celle qui a redonné, dans les pays en voie de développement, du souffle à la lutte contre la pauvreté qui avait perdu de son sens devant les multiples échecs des programmes de développement, d'ajustement structurel, ... engagés par les gouvernements. Et c'est sans doute cela qui a permis à la micro finance de pouvoir mobiliser à sa suite, d'une part les populations, les ONG, la communauté internationale, et d'autre part l'État et de plus en plus le secteur privé. Cependant, les échecs et scandales que nous aurons constaté dans le secteur en appellent à sa professionnalisation impérieuse. La professionnalisation permettra d'atteindre la viabilité et la pérennité. L'un des préalables à cette professionnalisation doit être l'amélioration des conditions de travail du personnel technique des institutions de micro finance. Au Sénégal par exemple, on comptait en février 2005, 781 institutions de micro finance répertoriées dont 7 structures seulement ont atteint un stade d'évolution acceptable. Les conditions de travail dans la plupart de ces IMF sont déplorables et se caractérisent par :

- l'absence de protection sociale,
- l'absence de contrats de travail,
- un niveau de rémunération bas,
- des contrats de stage à durée indéterminée
- le bénévolat à outrance,
- l'absence d'un plan de carrière,

Tout cela sape le moral et altère le dynamisme du person-



nel d'une part et de l'autre, n'attire guère les compétences nécessaires au secteur de la micro finance. Malgré les efforts énormes consentis dans le renforcement des capacités des responsables, la question de l'homme en tant qu'acteur-producteur est occultée. Pour être un bon professionnel, les nouvelles techniques de ma-

nagement des ressources humaines mettent l'homme au cœur du dispositif de l'entreprise en lui assurant un cadre d'épanouissement tel qu'il donne une plus grande productivité. Le bénévolat pratiqué de manière implicite ou ouverte n'assure pas l'épanouissement des personnes chargées de la gestion permanente des IMF. Ce bénévolat s'expliquerait par le dénominateur commun des IMF, à savoir :

- les problèmes de gouvernance,
- les conditions de création des IMF,
- le manque de moyens et de ressources des IMF moyennes.
- la plupart des institutions de micro finance éprouvent des difficultés pour satisfaire les demandes de crédits de leurs membres. Pour cette raison également, elles négligent les conditions de travail du personnel.

Malgré le manque de professionnalisme, de grandes réalisations sont faites sur le terrain. Et c'est grâce aux efforts de l'APIMEC et du BIT pour une structuration du secteur de la micro finance au Sénégal.

Brice Lezin Mbemba Mbemba
Conseiller Technique
ADFinance –Sénégal

[ADFINANCE]

Présentation de la Banque Régionale de Solidarité au Sénégal

L'importance grandissante de la micro finance pour lutter contre la pauvreté dans les pays sous-développés a donné une excellente idée aux pays de l'UEMOA de mettre en place une Banque Régionale de Solidarité (BRS) avec des filiales. La BRS est supervisée par la BCEAO. Son siège social se trouve à



Niamey au Niger. Elle vise à compenser le manque d'engagement des institutions bancaires classiques auprès de petits artisans ou de personnes à la recherche de petits financements pour profiter d'une opportunité d'affaires. La filiale du Sénégal qui vient d'ouvrir ses portes à Dakar, a à sa tête Mme Coumba Loum Thiam. A l'inauguration de sa structure, Mme Thiam disait que « la BRS-Sénégal a pour objectif de lutter contre la pauvreté par la promotion de l'emploi indépendant et l'émergence de micro-entreprises. Elle va contribuer significativement à la croissance économique des Etats membres. Dans sa mission, la BRS va octroyer des financements sans garantie formelle aux populations ayant des difficultés d'accès au système bancaire traditionnel. La BRS a pour principale cible les diplômés



sans emploi de l'enseignement supérieur, général, technique et/ou professionnel, des apprentis ayant achevé leur formation auprès d'un maître-artisan inscrit au registre des artisans du pays, les coo-

pératives non financières d'ouvriers, d'agriculteurs, d'éleveurs, de pêcheurs. Les conditions d'emprunt sont allégées. Dans sa démarche, la BRS entend associer les professionnels, les intermédiaires agréés comme partenaires institutionnels, des relais techniques et financiers, des chambres de commerce, des ONG».

Mandiaye Dieng
Assistant de Capitalisation
AQUADEV West Africa

[ADFINANCE]

Pour la mise en place d'un fonds de calamités naturelles (FCN) pour les IMF

L'agriculture est considérée comme l'une des activités de production les plus exposées aux effets nuisibles des risques naturels. La mise en place d'un fonds de calamités naturelles aidera à indemniser les dommages supportés par les agriculteurs dus à des calamités souvent in-



contrôlables ou imprévisibles.

Objectifs du FCN

L'objectif principal du fonds sera de couvrir les sinistres que le système bancaire classique ne prend pas en compte et de sécuriser les crédits agricoles après toute forme de calamité. Ainsi, il constituera un outil indispensable au bon fonctionnement du système de crédit, aussi bien pour les créanciers que pour les débiteurs. Aux premiers, il facilite le

recouvrement des dettes et aux seconds le remboursement des crédits et une garantie de revenus en période difficile. Le fonds permet donc de sécuriser les crédits et les revenus.



Gestion du FCN

La gestion du FCN sera externalisée de la gestion des IMF en vue de sa capitalisation et d'une plus grande implication des acteurs à l'échelle de la région. Avec le fonctionnement de l'agence de Louga, processus d'union par l'intégration des services, la gestion du fonds de calamités pourra être confiée à cette structure faitière. Il s'agira, dans la perspective de pérennisation des IMF, d'aller vers une dynamique de dé-complexification de la gestion courante et de confier certains services à des organes-unions-qui pourront prendre le relais des organismes accompagnateurs en fin de projet. Avec cette option, il est possible de rentabiliser les fonds « dormant » en période de bonne campagne avec un mécanisme de crédits sécurisés et de mobilisation de l'épargne urbaine.

Mansour Ndiaye
Responsable Local
ADFinance-Louga

[RELATIONS NORD-SUD]

Séminaire international sur le financement des Collectivités Locales en mars 2006



AQUADEV
WEST AFRICA
ONG INTERNATIONALE

Comme à son habitude depuis 2000, AQUADEV West-Africa, avec la participation de AQUADEV-Bruxelles et en collaboration avec l'ARD de Louga, prépare activement un séminaire international sur le thème : *Financement des Collectivités locales dans le contexte de la coopération décentralisée*. Ce séminaire, financé avec le soutien de la DGCD, se tiendra à l'hôtel Ngor Diarama du

14 au 16 mars 2006 sous la présidence d'honneur du Directeur de Cabinet du Ministère de la Coopération internationale et de la Coopération décentralisée du Sénégal. De nombreuses personnalités du Nord et du Sud (partenaires au développement, bailleurs de fond, membres de la société civile) y sont conviées. A suivre.

Mandiaye Dieng

[VIE INTERNE D'AQUADEV]

Naissance à ADFinance-Niamey au Niger



L'enfant sur cette photo s'appelle Na Allah Malikha. Elle est née le 23 décembre 2005. Son père s'appelle Ibrahim Na Allah. Ce dernier est le Responsable informatique d'ADFinance-Niger. L'enfant et sa mère Mariam Cissé se portent bien.

Tout AQUADEV souhaite à Malikha une longue vie, une santé de fer, et qu'elle apporte beaucoup

de bonheur à ses parents.

[POÉTIQUEMENT VÔTRE]

Ville de métissage

J'ai voulu regarder le soleil, mais le mur m'a dit : Je serai devant toi.

J'ai voulu sourire aux étoiles, mais un sanglot a déformé mon visage.

Je suis parti vers l'océan, c'est l'averse qui a renvoyé mes pas.

Et tu étais là. Neutre devant ma peine, ville joyeuse.

Je t'ai envoyé ma descendance, tu l'as pervertie

J'ai voulu t'approcher, tu m'as fait rapatrier

Je t'ai souri, tu as rejeté mon nom

J'étais nue, tu m'as mise dans tes annales, noires.

Et je suis partie.

Vers le soleil de mon clos

J'ai gravi tes montagnes écorcheuses

J'ai traversé les déserts dorés.

Désormais, me voici

Dans mes courettes d'autrefois,

Devenues de grands jardins dallés

Et je souffre.

Je ne connais pas Safi

Oui, c'est ma cousine, il paraît.

Je suis sophistiquée,

Du moins, c'est ce qu'elle dit.

Un jour, je comprendrai pourquoi

Je découvrirai comment faire

Je saurai comment être

Je me souviendrai

Je me rappellerai mon enfance

Je me reverrai réagir simplement, bruyamment.

Joyeusement, je dévalerai les sentiers, pieds nus ...

Non, pas pieds nus, non, quand même pas.

Je chanterai en sérère, en diola.

Je répondrai à Diallo.

Non, je ne parle pas sa langue,

Mais je comprends un peu, bien sûr.

Dans la pirogue flottante,

Terre d'enfance, je te prends en photos,

Plutôt trente que dix

Et je chante en Sérère, en Diola

Sous le regard attendri de ma mère

Et des miens, et des autres.

Je ne suis plus la fille déracinée

Plus, non plus, celle d'ailleurs !

Merci à vous,

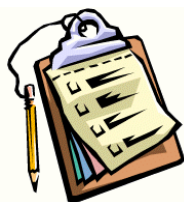
Merci à ma famille,

Celle des deux côtés de l'océan.

Merci pour tout ce que j'ai pu apprendre.



Monique DIARA
Assistante de Coordination
AQUADEV West-Africa



BREVES



Du 14 au 30 janvier derniers, **Khadija Kane**, Responsable marketing ADBanking de la cellule AD-Finance-Sénégal s'est rendue en mission au Burkina.



Le 18 janvier dernier s'est tenue l'Assemblée Générale Constitutive de mutation en Association de la Cellule ADFinance-Sénégal en présence du Coordinateur National et des Conseillers techniques ADFinance, du Coordinateur Général et personnel d'AQUADEV West-Africa et d'autres partenaires du secteur de la micro finance.



Le 25 janvier dernier, **Amadou Sarr** et **Brice Lezin Mbemba**, Conseillers techniques ADFinance se sont rendus en mission en banlieue dakaroise pour valider les états financiers de la mutuelle MECARFEMMES.



Le 26 janvier dernier, **Amadou Sarr** et **Brice Lezin Mbemba** se sont rendus à Mekhe (Thiès) pour une évaluation du partenariat CREC Mekhe-ADFinance suivie d'un briefing sur les mutations institutionnelles AQUADEV-ADFinance.



Du 02 au 13 février derniers, **Mouhamadou Diouf**,

Conseiller Technique et **Mamoudou Ly** Stagiaire ADBanking ont effectué une mission de migration *version 1.07 vers version 2.2* ADBanking suivie d'une formation au bénéfice des gérants et guichetiers de l'UMECU à Dakar.



Du 04 au 14 février derniers, **Khadija Kane** s'est rendue en mission à Bruxelles puis à Kigali (Rwanda) pour une large diffusion du logiciel ADBanking.



Le 14 février dernier, **Moustapha Guèye** s'est rendu en mission de suivi du projet Sénégal 7-Ferlo et du PADV à Louga.



Le 17 février dernier, **Jean-Yves Standaert** du Fonds Belge de Survie a effectué une mission de validation des recommandations des rapports d'évaluation à mi-parcours de Sénégal VII-Ferlo. La mission s'est bien passée.



Du 18 au 25 février derniers, **Moustapha Guèye** s'est rendu en mission de supervision d'ADFinance au Burkina.



Du 22 février au 01 mars derniers, **Laurent Schyns**, Responsable Cellule Outils et Stratégie d'AQUADEV-Bruxelles, s'est rendu en mission à Dakar pour assister à la techno foire des logiciels de microfinance et pour échanger avec l'équipe informatique sur le logiciel ADBanking.

<http://www.aquadev.org>

AdNews: Editeur responsable: Moustapha GUEYE, Coordinateur Général AQUADEV West Africa, Tel : ++ 221 825 28 29 E-Mail: [aquadev-wa@sentoo.sn] ou [contact@aquadev.org]